



Assemblée générale AG/PAL/1063

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien**
303^e séance - après-midi

COMITÉ POUR LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN: LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT DOIT RESPECTER LES RÉOLUTIONS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien s'est réuni, cet après-midi, pour faire le point sur la situation au Moyen-Orient, en particulier dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est.

Riyad Mansour, Observateur de la Palestine, a ainsi rappelé qu'il avait, lors d'une réunion du Conseil de sécurité tenue le 28 août dernier, fait part de ses espoirs et ses doutes quant à la création d'un État palestinien. « Nous espérons qu'un tel État naîtra le plus tôt possible », a-t-il dit, ajoutant qu'étaient transmises régulièrement des lettres au Président du Conseil pour le tenir informé « des crimes commis par la puissance occupante dans les territoires palestiniens occupés ».

Évoquant la situation qui y règne dans ces territoires, M. Mansour a indiqué que tous les mois, plus de 50 Palestiniens, dont des femmes et des enfants, étaient tués par la puissance occupante. Il a dénoncé l'augmentation quotidienne du nombre de colons dans les territoires occupés ainsi que la poursuite, « par la puissance occupante, et au mépris total de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice », de la construction du mur de séparation. M. Mansour a également mentionné le fait que des pacifistes israéliens avaient apporté leur soutien aux revendications palestiniennes. Poursuivant son intervention, il a noté qu'il restait encore beaucoup d'obstacles à la libre circulation des biens et des personnes en raison du nombre élevé de points de contrôle, « nombre de Palestiniens ne pouvant se rendre à la sainte mosquée de Jérusalem pour y prier, ces restrictions s'appliquant également aux Palestiniens chrétiens ».

L'Observateur de la Palestine a regretté qu'Israël ne montre aucun signe d'infléchissement, alors que, selon lui, ce pays ne peut pas continuer de confisquer les recettes fiscales et les terres palestiniennes. « Le Président Abbas tente de bonne foi de réaliser une percée politique », a-t-il dit, en mentionnant que ceci était notamment le cas dans le cadre de la réunion de organisée en novembre prochain à Washington. M. Mansour a estimé que, pour réussir, les pourparlers de cette réunion devront reposer sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, l'Initiative de paix arabe et le principe de l'échange de la paix contre la terre. « Les frontières de notre État doivent suivre celles établies avant 1967, tandis qu'il faudra s'appuyer sur la résolution 194 pour trouver une solution à la question des réfugiés palestiniens », a finalement plaidé Riyad Mansour.

Paul Badji, le Président du Comité a présenté au titre des derniers développements qui se sont produits depuis le 3 juillet 2007, son rapport sur la Conférence internationale de la société civile à l'appui de la paix israélo-palestinienne organisée sous les auspices de l'ONU au Parlement européen à Bruxelles, les 30 et 31 août derniers. Il a expliqué que les participants s'étaient penchés sur les moyens à mettre en œuvre pour mobiliser les parlements et leurs membres ainsi que les partis et mouvements traditionnels; ou encore pour renforcer la contribution européenne à l'action internationale en faveur de la paix et les campagnes visant à mettre fin à l'occupation et à réaliser les droits inaliénables du peuple palestinien.

Le Président du Comité a ajouté que les discussions avaient également porté sur le rôle des femmes et des organisations féminines dans la promotion de la paix au Moyen-Orient. M. Badji a aussi évoqué une séance plénière au cours de laquelle M. Mustafa Barghouti, Président de l'Initiative nationale palestinienne et membre du Conseil législatif palestinien, et M. Michael Warschawski, fondateur et Directeur du Centre israélien pour une information différente, avaient traité de l'appui de la société civile à un règlement « juste et pacifique » du conflit israélo-palestinien et de stratégies du Réseau international de coordination pour la Palestine. M. Badji a ensuite déclaré qu'avant la clôture de la Conférence, le Comité directeur de la Conférence avait préparé un appel à l'action au nom du Réseau international de coordination pour la Palestine.

Abordant à son tour la situation « de plus en plus désespérée » dans la bande de Gaza, M. Badji a souligné que la zone considérée était isolée depuis la prise du pouvoir par le Hamas à la mi-juin, les principaux points de passage demeurant fermés. « Les autres points de passage, à Kerem Shalom, Sufa et parfois Beït Hanoun ne permettent guère d'acheminer les biens commerciaux et humanitaires », a encore indiqué Paul Badji, ajoutant que le niveau de pauvreté à Gaza frôlait les 80% et que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient avait désormais besoin d'une assistance d'urgence.

M. Badji a, enfin, fait mention de l'intention du Président des États-Unis, M. Bush, de convoquer une réunion internationale « vers la fin de l'année », qui serait présidée par la Secrétaire d'État Condoleezza Rice.

Le Comité a par ailleurs procédé à l'élection à l'unanimité de son Rapporteur, Mme Saviour F. Borg, de Malte. Cette dernière est intervenue brièvement pour indiquer que depuis l'établissement du Comité en 1975, le représentant permanent de son pays occupait par tradition ce « poste important ». Mme Borg a déclaré que la politique étrangère maltaise était, entre autres, de maintenir le rôle du Rapporteur du Comité en tant qu'instrument de modération et d'appui au rôle fondamental des Nations Unies comme forum multilatéral de paix et de sécurité internationales. Elle a ajouté qu'elle entendait travailler main dans la main avec les membres du Comité, ainsi qu'avec ceux de son Bureau et de la Division pour les droits des Palestiniens afin, a-t-elle dit, d'assurer la poursuite « sans heurts » des travaux du Comité.

La prochaine réunion du Comité sera annoncée dans le Journal de l'ONU.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel